

# CONTRAINTE

## ● Notes de lecture

### Revue Management et Conjoncture sociale

Jean-Jacques Ballan.

Vers une nouvelle harmonie sociétale :

Les pressions exercées sur l'entreprise dans ces dernières années du siècle ne se poursuivront pas sans susciter une réaction globale de la société.

Cette réaction sera caractérisée, à mon avis, par trois éléments majeurs.

- L'éclatement du concept d'entreprise selon les deux lignes fractales de la concurrence et de la mondialisation des échanges;

Trois types d'entreprise -au moins- se dessineront progressivement : l'entreprise administrée obéissant à des règles héritées du service public et des principes de sauvegarde d'une identité sociale et/ou culturelle ; l'entreprise ouverte, totalement façonnée par les mécanismes de la compétition et de la liberté des échanges ; et l'entreprise domestique agissant sur un territoire ou dans une activité où les forces de proximité l'emportent sur l'appel ou les ventes du large.

A ces trois types correspondront naturellement des modes d'organisation différents mais néanmoins confrontés à un même devoir d'utilité sociale.

- La création d'utilité sociale. L'interpénétration dans la vie quotidienne des critères économiques et des critères sociaux génère déjà un besoin de synthèse de la définition des conduites de vie dans une société moderne.

Ce besoin se renforcera et se structurera autour de l'utilité -dans tous les sens du terme- que chaque personne et chaque institution apportent à la société tout entière.

D'où en particulier la nécessité de redéfinir les règles de la représentativité économique et sociale.

Ceci d'autant plus que nos sociétés n'auront plus pour obsession la lutte pour la survie économique.

- La maîtrise de la contrainte de la rentabilité. C'est l'aboutissement logique et inéluctable des efforts de rationalisation économique menés actuellement et qui vont être largement couronnés de succès.

La qualité des simulations et des projections réduira suffisamment les

incertitudes de nature économique pour que ce soient d'autres critères qui deviennent dominants dans le choix de développer ou non une activité. Mais à quel niveau d'organisation ces critères devront-ils être fixés ?

Telle est bien l'une des questions "politiques" majeures de la période dans laquelle nous entrons.

Devant la diversité des scénarios possibles qu'ouvrent ces quelques pistes, je préfère répondre en proposant des changements souhaitables et volontaristes plutôt que des perspectives probables et fatalistes.

L'entreprise, quelles que soient sa forme et sa position, devra répondre à trois nécessités.

- Développer les interfaces. La société et l'entreprise seront de plus en plus "associées" à la réussite d'un projet utile, et ce sont la qualité et l'intensité des contacts entre les deux qui permettront la véritable construction de l'une et de l'autre.

La trilogie des partenaires -actionnaires-clients-salariés- devra s'enrichir de préoccupations permanentes à l'égard des collectivités de toutes natures et de l'opinion publique en général.

Non pas une opinion inculcable et malléable, mais au contraire "professionnalisée" et disposant d'instruments de mesure de la valeur ajoutée sociale de l'entreprise. L'entreprise sera d'ailleurs bien inspirée de s'associer à la définition et à l'usage de ces instruments.

- Élargir les compétences sociétales, c'est-à-dire faire en sorte que chaque coopérateur de l'entreprise concilie en permanence sa responsabilité technique et l'impact de son action sur la société.

C'est lui demander plus de conscience à la fois professionnelle et collective.

On verra donc se développer des modes d'action par projet, par équipe, ouverts sur l'extérieur et interdisciplinaires.

Cela nécessite une formation à la démarche prospective, à la fois méthodologique et culturelle. C'est cette recherche d'une harmonie sociétale qui peut redonner à la sacrosainte "efficacité" un nouveau sens.

- Passer de la carrière à la "projectoire". Car les projets de vie des

personnes, éclairées par ce double mouvement d'une adhésion plus large au monde et d'une responsabilité plus grande à son égard, ne sauront se satisfaire d'une vision simpliste de l'activité dans l'entreprise.

Associer un projet personnel et une trajectoire sociale, c'est s'appuyer sur un nouveau contrat entre soi et le monde, accepter de le servir en même temps qu'il vous sert, se projeter dans le changement en cherchant à s'accomplir par et avec les autres.

D'ici vingt ans, si nous le voulons tous, nous aurons retrouvé ensemble -ou remis en honneur- le sens de l'autre et d'un monde en progrès.

L'entreprise jouera, dans sa capacité à inventer demain, un rôle essentiel dans ce sens.

Janvier 97.

### **Découverte de l'économie : Concepts et mécanismes**

Cahiers Français n° 279 janvier février 97-

La contrainte extérieure :

Les échanges économiques entre les pays se sont considérablement développés depuis 1945.

Les échanges de biens, de services et de capitaux sont tels que l'on assiste à une véritable internationalisation des économies. Les pays sont davantage dépendants les uns des autres et, depuis la crise, on évoque de plus en plus une contrainte extérieure qui pèserait sur les décisions économiques internes.

Nous cherchons donc à définir et mesurer cette contrainte extérieure, puis nous nous interrogerons sur les possibilités de desserrer cette contrainte et sur son rôle dans la réduction de l'autonomie des politiques économiques nationales.

La contrainte extérieure : définitions et manifestations

Qu'entend-on par contrainte extérieure ?

Dans un premier temps, cette contrainte extérieure comprend deux aspects principaux. Tout d'abord, à partir du moment où un pays a des relations avec l'extérieur, il ne peut, s'il veut garder sa crédibilité et poursuivre les échanges, laisser s'accumuler déficits et dettes extérieurs.

Il est donc contraint de limiter le déficit commercial par exemple, ou encore l'endettement de la Nation.

Il en découle un deuxième aspect de cette contrainte extérieure : les marges de manœuvre des politiques économiques nationales sont réduites. Ainsi la recherche de l'équilibre extérieur va fortement conditionner la politique économique interne.

Prenons l'exemple d'un gouvernement qui souhaite réduire le chômage en relançant l'économie par une augmentation des dépenses gouvernementales et une reprise de la consommation et de l'investissement grâce à une baisse des taux d'intérêt.

On peut craindre que sa politique échoue. En effet, la relance risque d'être inflationniste, la demande augmentant, et le déficit commercial risque de se creuser d'autant plus que les produits seront moins compétitifs.

Par ailleurs, cette évolution combinée avec le départ des capitaux du fait de taux d'intérêt moins attractifs va se traduire par des attaques sur la monnaie nationale qui vont probablement conduire à une dévaluation.

En conséquence, le gouvernement devra se résigner à adopter une politique de rigueur. La contrainte extérieure aura donc fortement pesé sur la politique interne en lui imposant un changement de cap.

Depuis la triple dévaluation de 1981 à 1983, les gouvernements français ont cherché à éviter un brutal changement de politique lié à une éventuelle dégradation des comptes extérieurs.

Néanmoins on peut dire qu'ils continuent à subir la contrainte extérieure, puisqu'on a assisté en Europe à une homogénéisation des politiques économiques (basées sur la désinflation, la stabilité des monnaies, etc.) n'accordant plus la priorité à la réduction du chômage par une relance économique.

Cette présentation qui insiste sur des aspects négatifs (choix économiques limités, politiques subies, etc.) ne doit toutefois pas faire oublier que la contrainte extérieure résulte de l'internationalisation des économies dont la France a profité.

Une contrainte acceptée :

Durant la très forte croissance économique que nous avons connue lors des "Trente Glorieuses", le commerce mondial s'est en effet nettement développé.

Sans limiter à un seul facteur les causes de la croissance, on peut dire que l'ouverture des économies et les échanges avec l'extérieur ont permis de fournir des débouchés, de stimuler les entreprises, de moderniser l'appareil productif, etc.

Pour les Français durant cette période, les relations avec l'extérieur étaient synonymes de créations nettes d'emplois et de sensible augmentation du niveau de vie...